

Matière: Histoire - Rubrique: Histoire contemporaine

Chapitre: Les juifs de France au XIXe - Thème: L'Affaire Dreyfus

Auteur: Mathias Orjekh - Classe: 1^{ère} - Durée: 3 à 5 h. - N° de Fiche: 1

Titre: « L'honneur d'un patriote »



Observations du rédacteur

Ce cours s'adresse en priorité aux élèves de 1^{ère}. Il peut toutefois être adapté à ceux de 4^e ou de 3^e selon la programmation décidée par l'équipe enseignante. En insistant un peu plus sur le côté "événementiel" au détriment des aspects les plus complexes de l'opposition Dreyfusards/Antidreyfusards.



Objectifs pédagogiques

- Objectifs pédagogiques :
 - Connaître la situation politique de la France de la fin du XIXe siècle.
 - Savoir pourquoi et comment l'Affaire Dreyfus a marqué les esprits de la communauté juive et de l'ensemble des français
 - Comprendre pourquoi l'aboutissement et le règlement de l'Affaire a conforté les juifs français dans leur attachement à la France
- Objectifs cognitifs:
 - "L'Affaire", le contexte dans lequel elle se déroule et ses différents acteurs
 - Analyser et comprendre le lien entre une affaire d'espionnage et une affaire antisémite



Pré-requis de l'élève

L'élève doit connaître:

- La situation des juifs français après la Révolution (émancipation, intégration voire assimilation des juifs français mais soupçons voire hostilité d'une certaine partie de la population et de la classe politique envers les juifs français).

- Les difficultés d'installation de la III^e République (et éventuellement les principales crises qui ont précédé l'Affaire Dreyfus).
- Les tensions entre la France et l'Allemagne après la guerre de 1870 et le climat "d'espionnite".



Pré-requis de l'enseignant

L'enseignant doit connaître:

- La situation des juifs français en France après la Révolution (émancipation mais soupçons voire hostilité d'une certaine partie de la population et de la classe politique).
- L'échiquier politique sous la 3^e République



Difficultés envisagées

Il faut inscrire cette étude de l'Affaire Dreyfus dans le contexte de politique intérieure et extérieure (voir les pré-requis): climats tendus entre la France et l'Allemagne, enjeu essentiel sur les choix politiques pour la France. C'est dans ce contexte que Michelet a employé pour la 1^{ère} fois l'expression "d'anti France" des anti-républicains de faire chuter la République et antisémitisme présent dans une partie de la population française (*La France juive* - 1886).

Il faut aussi faire attention à ne pas tomber dans le manichéisme qui consisterait à penser que "Gauche" = Dreyfusards et "Droite" ou catholique = Antidreyfusards (même si cela est quand même relativement fondé)



Bibliographie

• PREPARATION DE COURS

Pierre Birnbaum (dir), *La France de l'Affaire Dreyfus*, Paris, Gallimard, 1994, 597 p.

Pierre Birnbaum, *L'affaire Dreyfus, la République en péril*, Paris, Gallimard (Découvertes), 1994, 144 p.

Jean-Denis Bredin, *L'Affaire*, Paris, Fayard, 1993, 856 p.

Vincent Duclerc, *Alfred Dreyfus, l'honneur d'un patriote*, Paris, Fayard, 2006, 1259 p.

Michel Winock, *La France et les Juifs*, Paris, Seuil, 2004, 408 p.

• POUR ALLER PLUS LOIN

Alfred et Lucie Dreyfus (et al), *Ecris-moi souvent, écris-moi longuement. . .*, Correspondance de l'île du Diable (1894-1899), Paris, Mille et une nuits, 2005, 567 p.

Mathieu Dreyfus, *L'Affaire telle que je l'ai vécue*, Paris, Grasset, 1998, 307 p.

Vincent Duclerc, *Dreyfus au Panthéon, voyage au coeur de la République*, Paris, Galaade, 2007, 608 p.

Philippe Oriol, *J'accuse! Emile Zola et l'Affaire Dreyfus*, Pössneck (Allemagne), E.J.L (Librio), 1997, 154 p.



Expressions clés

Antijudaïsme: Dès l'Antiquité, les Pères de l'Eglise développent le thème de "l'aveuglement criminel" du peuple juif et de sa responsabilité dans la crucifixion du Christ, d'où l'accusation portée contre eux de "peuple déicide". Cette attitude se répand dans toute l'Europe chrétienne et se manifeste tantôt par des brimades, discriminations ou vexations, tantôt par des fausses accusations, exactions voire expulsions

Antisémitisme: (de l'allemand "Antisemitismus") Terme inventé par le journaliste allemand Wilhelm Marr en 1879. Il désigne une doctrine raciste manifestant une hostilité complète vis-à-vis des juifs; c'est-à-dire pas uniquement religieuse mais aussi socio-politique, économique et raciale.

Dreyfusard: Dérivé du nom de l'officier français Alfred Dreyfus, ce terme désigne ses partisans réclamant la révision de son procès, lors de l'affaire Dreyfus.

Anti-dreyfusard: Dérivé du nom Dreyfusard, ce terme désigne les opposants au capitaine. Ceux-ci refusent catégoriquement toutes possibilités de remise en cause de sa culpabilité.

Révisionniste: Terme désignant ceux qui réclament, soit dès le début de l'affaire soit au cours des années 1897-1898, la révision du procès Dreyfus de 1894.



Repères chronologiques

1894:

FIN SEPTEMBRE 1894: LE "BORDEREAU" EST INTERCEPTÉ PAR LA "SECTION DE STATISTIQUE" (SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FRANÇAIS)

15 OCTOBRE 1894: ARRESTATION DE DREYFUS A LA PRISON DU CHERCHE-MIDI

19 NOVEMBRE 1894: OUVERTURE DU PROCÈS DU CAPITAINE DREYFUS DEVANT LE PREMIER CONSEIL DE GUERRE DE PARIS

1895:

5 JANVIER: DEGRADATION DU CAPITAINE DREYFUS DANS LA COUR DE L'ÉCOLE MILITAIRE

21 FEVRIER: DREYFUS EST EMBARQUÉ A DESTINATION DE L'ÎLE DU DIABLE

1896:

DÉBUT MARS: LE SERVICE DES RENSEIGNEMENTS ENTRE EN POSSESSION D'UNE CARTE-TELEGRAMME (LE "PETIT-BLEU") DE L'AMBASSADE D'ALLEMAGNE ADRESSÉE AU COMMANDANT FERDINAND ESTERHAZY. LE LIEUTENANT-COLONEL GEORGES PICQUART, NOUVEAU CHEF DU SERVICE, ACQUIERT LA CERTITUDE QUE CE DERNIER

EST LE VÉRITABLE AUTEUR DU "BORDEREAU". IL SE HEURTE A SA HIERARCHIE MILITAIRE.

2 NOVEMBRE: LE COMMANDANT JOSEPH HENRY REDIGE UN FAUX DOCUMENT QUI ACCABLE DIRECTEMENT DREYFUS.

1897:

15 NOVEMBRE: LES JOURNAUX PUBLIENT UNE LETTRE DU FRERE D'ALFRED, MATHIEU DREYFUS, DENONÇANT ESTERHAZY COMME L'AUTEUR DU BORDEREAU.

25 NOVEMBRE: PREMIER ARTICLE D'EMILE ZOLA EN FAVEUR DE LA CAUSE DREYFUSISTE DANS *LE FIGARO* QUI SE TERMINE PAR LA CELEBRE PHRASE: "LA VERITE EST EN MARCHE ET RIEN NE L'ARRETERA".

1898:

11 JANVIER: LE CONSEIL DE GUERRE DE PARIS ACQUITTE ESTERHAZY A L'UNANIMITE.

13 JANVIER: PUBLICATION DE "J'ACCUSE. . .!" D'EMILE ZOLA DANS *L'AURORE*.

30 AOUT: LE COLONEL HENRY AVOUE SON FAUX AU MINISTRE DE LA GUERRE.

1899:

3 JUIN: LA COUR DE CASSATION ANNULE LA CONDAMNATION DE 1894 ET RENVOIE DREYFUS DEVANT LA CONSEIL DE GUERRE DE RENNES.

1ER JUILLET: DREYFUS REVIENT EN METROPOLE

9 SEPTEMBRE: LE CONSEIL DE GUERRE DE RENNES DECLARE DREYFUS A NOUVEAU COUPABLE MAIS LUI RECONNAIT DES CIRCONSTANCES ATTENUANTES. IL EST CONDAMNE A 10 ANS DE DETENTION.

19 SEPTEMBRE: DREYFUS EST GRACIE PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE EMILE LOUBET.

1906:

12 JUILLET: LA COUR DE CASSATION ANNULE LE JUGEMENT DU CONSEIL DE GUERRE DE RENNES ET REHABILITE ALFRED DREYFUS.

13 JUILLET: DREYFUS EST REINTEGRE DANS L'ARMEE AVEC LE GRADE DE CHEF D'ESCADRON.

21 JUILLET: DREYFUS REÇOIT LES INSIGNES DE CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR DANS LA COUR DE L'ECOLE MILITAIRE.



Déroulement précis du cours

I) "LE JUIF, VOILA L'ENNEMI" (ABBE CHABAUTY)

A) L'INSTALLATION DE LA TROISIEME REPUBLIQUE ET DE SES PRINCIPES

Le second quart du XIX^e siècle se caractérise par la victoire définitive des républicains. Depuis 1879, ils sont majoritaires au Sénat et à la Chambre des Députés. De plus, le Républicain Jules Grévy devient Président de la République. Ainsi, le camp républicain ne cesse désormais d'être porté au pouvoir par les urnes.

C'est à cette période que sont adoptés les symboles de la République française:

- la Marseillaise devient hymne national (1879)
- le 14 Juillet devient Fête Nationale (1880)
- Marianne devient la personnification de la République.

Par la suite, en 1881 et 1882, Jules Ferry instaure ses lois scolaires qui rendent l'école primaire gratuite, laïque et obligatoire et contribuent à enraciner l'esprit et l'idéal républicains dans la société (les instituteurs deviennent ainsi les "Hussards noirs de la République").

Les libertés fondamentales sont renforcées avec les lois sur la liberté de réunion et de presse (1881).

Cette période est par ailleurs celle de la 2^e révolution industrielle qui touche l'Europe et la France notamment à partir des années 1850. Les bouleversements qu'elle entraîne sont considérables et ébranlent largement la société française: développement du capitalisme et d'un prolétariat urbain très pauvre, naissance des mouvements ouvriers et diffusion des théories marxistes, urbanisation et surtout déchristianisation.

Face à ces nombreux bouleversements, c'est l'image du "Juif" qui cristallise en partie la haine des courants réactionnaires. Les juifs sont souvent accusés d'être les complices voire les responsables de la Révolution française et de ses conséquences: République et déchristianisation.

B) LA REACTION DE "L'ANTI-FRANCE"

Le courant appelé "Anti-France" par l'historien Jules Michelet est avant tout composé par des monarchistes catholiques. Ceux-ci contestent toute évolution de la société. Ils sont même radicalement opposés à toutes les réformes issues de la Révolution française et *a fortiori* au régime républicain. Ils considèrent comme responsables des maux que connaît la France dans la seconde moitié du XIX^e siècle et notamment le premier d'entre eux: la déchristianisation.

Comme nous l'avons étudié précédemment les monarchistes perdent néanmoins le contrôle du pouvoir à partir de la fin des années 1870 et n'ont plus vraiment d'espoir d'y revenir par la voie électorale. Il leur faut donc trouver un bouc-émissaire, un responsable aux malheurs de la France.

Les juifs sont tout désignés pour remplir ce rôle. Ils sont en effet considérés par les chrétiens, depuis les enseignements des Pères de l'Eglise, comme le peuple déicide, capable de toutes les bassesses et traîtrises. De plus, ils sont accusés d'être un peuple d'étrangers, un peuple de cosmopolites non-assimilables. Accusation qui s'appuie sur les théories racialistes naissantes en rappelant les origines moyen-orientales (non indo-européennes) des "Israélites".

Par ailleurs, l'arrivée de nombreux juifs originaires d'Europe orientale (Russie puis Pologne) fuyant les persécutions et les pogroms renforce l'idée que le juif est incapable de s'attacher à un territoire.

Ce courant de "l'anti-France" reprend les thèses d'un triple antisémitisme:

- antijudaïsme chrétien: le discours chrétien assimile le juif au diable, au traître. Les juifs sont accusés d'être déicides.

- antisémitisme politique: les juifs sont accusés d'être des révolutionnaires et des communistes

- antisémitisme xénophobe: les juifs sont accusés d'être un peuple étranger, un peuple de cosmopolites inassimilables (même en cas de conversion).

L'antijudaïsme chrétien peut être résumé par les violents propos du RP Bailly (fondateur du journal *La Croix* en 1883) pour qui les juifs sont: "un peuple décide, la race ennemie du Christ", "le peuple juif se groupe et s'unit étroitement contre la nation qui lui ouvre son sein, il la ronge, la mine, paraissant français et restant juif".

C) "Le moment Drumont" (Michel Winock, *La France et les Juifs*, Paris, Seuil, 2004, pp. 83-103)

L'un des plus célèbres membres, et même héraut, du courant antirépublicain et antisémite est Edouard Drumont. Il est l'auteur en 1886 du pamphlet *La France juive* dans lequel il dénonce "l'invasion de la France par les juifs" et construit un mythe physique, social et moral du juif.

Plus que la quantité fantasmée des juifs, Drumont dénonce leur omniprésence à tous les postes névralgiques des affaires économiques et financières, à tous les leviers de l'opinion: presse, théâtre, édition... ("tout aboutit au juif") et même dans la littérature ("Petit à petit, le juif éliminera tous les ouvrages qui ont un accent chrétien et français; et, sans bruit, sans qu'on s'en aperçoive, insensiblement, la juiverie sera la maîtresse de l'Académie comme partout".)

Drumont, catholique fervent et anti-républicain convaincu, reprend à son compte le vieil antijudaïsme médiéval contre le "peuple décide" et l'idée que les juifs sont responsables de la Révolution, de l'avènement de la Troisième République et de l'anticléricisme. Mais il fait aussi sien la théorie anticapitaliste des socialistes ainsi que les stéréotypes racistes; il explique ainsi que le juif est repérable par des caractéristiques physiques ("nez recourbé, yeux clignotants, oreilles saillantes etc. . ."). La connaissance de ces caractéristiques est d'ailleurs devenue une nécessité puisque depuis 1872 (dernier recensement portant mention du culte), les juifs sont soupçonnés de pouvoir mener leurs "actions néfastes" beaucoup plus discrètement.

La France juive connaît un succès retentissant, 65 000 exemplaires sont écoulés dès la première année et l'ouvrage est réédité à plusieurs reprises (on compte plusieurs dizaines de rééditions).

Pour donner plus d'ampleur à sa campagne antijuive, il lance le 20 avril 1892 le journal *La Libre Parole*, sous-titré "La France aux Français", dans lequel il qualifie le système politico-financier de "presque tout entier tenu par des mains juives".

Ainsi à la veille du déclenchement de l'Affaire Dreyfus, c'est bien contre la minorité juive (à peine 100 000 personnes) que s'acharnent les courants anti-républicains. Ils sont parvenus à diffuser dans la population, déjà nourrie de l'antijudaïsme chrétien, leur idée selon laquelle les juifs sont capables de contrôler la France pour en causer la perte et ainsi la...trahir

II) L'AFFAIRE DREYFUS

A) UN CLIMAT D'ESPIONNITE CHRONIQUE

Le contexte de l'affaire Dreyfus se situe dans le cadre des conséquences de l'annexion de l'Alsace-Moselle par l'Allemagne après la défaite française de 1870 dans la guerre franco-prussienne. Vingt ans plus tard, l'armée reste sous la traumatisme de la défaite et se prépare à l'éventualité d'un nouveau conflit. C'est dans cette optique qu'est créée, dès 1871, la "Section de statistiques", véritable service de renseignements.

La crainte de l'Allemagne provoque en effet un climat des plus tendus; un climat d'espionnisme sévit, avivé par l'arrestation d'espions à la solde de l'ennemi d'outre-Rhin (comme l'archiviste Boutonnet, condamné pour avoir vendu les plans de l'obus à la mélinite en 1890). Les missions de la "Section" sont donc claires: récupérer des renseignements sur l'ennemi potentiel de la France, l'intoxiquer avec de fausses informations et espionner l'ambassade d'Allemagne à Paris, afin de déjouer toute tentative de transmission d'informations importantes à cet adversaire.

De son côté, l'attaché militaire allemand à Paris, le comte Maximilien von Schwartzkoppen développe, lui aussi, une politique d'infiltration qui semble être efficace. En effet, depuis le début de l'année 1894, la Section de statistiques enquête sur un trafic de plans directeurs mené par un agent à la solde des Allemands. C'est cette opération qui amène la "Section" sur les traces de Dreyfus

B) "IL N'Y A PAS D'AFFAIRE DREYFUS"

1) Une condamnation unanime

En septembre 1894, Madame Bastian, une femme de ménage française de l'ambassade d'Allemagne, est chargée par la "Section" de fouiller les poubelles, en particulier celle de Maximilien von Schwartzkoppen. C'est elle qui transmet, parmi d'autres papiers, la lettre – dite "le bordereau" - d'un "traître" qui livre des informations sur l'armement et les troupes à l'Allemagne. Ces informations ne peuvent venir que de l'état-major et après une courte enquête interne, le coupable est désigné: il s'agit du capitaine Alfred Dreyfus.

Jeune officier français (il a 35 ans lors de son arrestation), stagiaire à l'état-major de l'armée, Alfred Dreyfus possède toutes les caractéristiques d'un "traître potentiel": non seulement il est alsacien d'origine, mais surtout il est juif, l'un des rares juifs français travaillant alors à l'état-major.

Traduit devant le Conseil de Guerre de Paris le 22 décembre 1894, il est déclaré coupable à l'unanimité et condamné à la dégradation militaire et à la déportation à vie sur l'Île du Diable.

Dreyfus condamné, l'histoire aurait dû, aurait pu s'arrêter là. Cette condamnation ne soulève en effet nullement les passions. Tout le monde est alors plutôt indifférent puisqu'il n'existe pas encore d'Affaire Dreyfus. À part les proches du Capitaine, personne ne proteste. La justice militaire a confondu un coupable et l'a puni. Que celui-ci soit juif ou non n'importe qu'à la presse antisémite. Pour l'opinion publique et pour la classe politique, une affaire d'espionnage a eu lieu et elle a été jugée. . Ainsi le 25 décembre, Georges Clémenceau, par la suite l'un des plus ardents dreyfusards, dénonce dans *La Justice* la nature de ce titre "l'âme immonde" et "le cœur abject" du condamné.

Michel Winock affirme dans un article extrait des *Collections de l'Histoire* (n°10): "Nous devons aujourd'hui faire l'effort d'imagination nécessaire pour comprendre à quel point le dreyfusisme des origines, le dreyfusisme héroïque des militants de la vérité, le dreyfusisme inlassable de la poignée de proches et amis du condamné, grossie d'une

autre poignée d'écrivains et d'hommes politiques saisis par le doute, nageait contre le torrent des idées reçues, des respects nécessaires et des évidences massives".

2) Les premiers défenseurs de Dreyfus

Le premier dreyfusisme est donc, comme nous l'avons précisé le fruit d'une conviction minoritaire et d'une ténacité à toute épreuve. Son point de départ est constitué par la famille de Dreyfus convaincue de l'erreur judiciaire Lucie, son épouse, et Matthieu, son frère. Ce dernier prend contact avec Bernard Lazare, journaliste d'origine juive et aux opinions anarchistes, connu pour sa combativité et son engagement contre l'antisémitisme.: "C'est devant l'opinion publique qu'il faut défendre la cause de votre frère" leur a conseillé le directeur de la prison de la Santé, M. Patin

Pourtant au début de l'affaire Dreyfus, Bernard Lazare répond à l'éditeur et journaliste P. -V. Stock qui lui conseille de prendre position: "Pourquoi? Je ne connais ni lui ni les siens. Si c'était un pauvre diable, je m'inquiérais de lui. Mais Dreyfus et les siens sont très riches, dit-on; ils sauront bien se débrouiller sans moi, surtout s'il est innocent". Mais, indigné par le déchaînement antisémite provoqué par l'arrestation et la condamnation de Dreyfus, il décide de prendre position.

Convaincu par Mathieu Dreyfus qui lui montre les rares documents qu'il détient, il n'a plus de doute quant à l'existence d'une erreur judiciaire. Dès lors, Bernard Lazare se consacre presque exclusivement à cette tâche: rassembler les preuves de cette erreur judiciaire. Au début du mois de novembre 1896, il publie sa première brochure révisionniste *Une erreur judiciaire – La vérité sur L'Affaire Dreyfus* en Belgique, puis aux éditions Stock à Paris.

Les efforts de ce petit groupe, convaincu de l'innocence de Dreyfus, auraient été vains, cependant, si le commandant Picquart, nouveau chef de la Section de statistiques, n'avait pas découvert que l'écriture du bordereau attribué à Dreyfus était, en réalité, celle d'un autre officier, le commandant Esterhazy. Éloigné de Paris Picquart avertit son ami de sa découverte, l'avocat Louis Leblois. Celui-ci sut convaincre en juillet 1897, de l'innocence de Dreyfus, Auguste Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat républicain modéré et patriote alsacien.

C) LES DEUX FRANCE

1) Les Dreyfusards

Avec l'adhésion de Scheurer-Kestner, le dreyfusisme rallie à son combat l'un des plus importants personnages de l'Etat. Autour de lui et de Bernard Lazare, le nombre des Dreyfusards s'étoffe. Georges Clemenceau est convaincu de la nécessité de la révision, de même que Lucien Herr, bibliothécaire de l'Ecole Normale Supérieure, qui entraîne à sa suite Léon Blum, Charles Péguy et même Jean Jaurès très réticent à l'origine

Mais le tournant retentissant est l'article qu'Emile Zola écrit en "une" de *L'Aurore* (le journal de G. Clemenceau du 13 janvier 1898: "J'accuse". Cet article, une lettre ouverte au président de la République Félix Faure, provoque une violente crise en même temps qu'un renforcement massif des camps dreyfusard et antidreyfusard tant il fait éclater au grand jour la réalité et la preuve de l'innocence de Dreyfus, pour les uns, mais aussi l'existence d'un puissant "syndicat Dreyfus" dangereux pour la France, pour les autres.

Une pétition témoignant estime et sympathie au Capitaine Dreyfus et à son épouse et signée par des centaines d'intellectuels fait écho à l'article de Zola qui est condamné et s'exile en Angleterre.

2) Les Antidreyfusards

Nous l'avons vu, l'origine de l'antidreyfusisme tient dans la croyance absolue en la culpabilité de Dreyfus et en la conviction que l'armée ne peut pas se tromper. Pourtant après les révélations sur Esterhazy, l'idée qu'il s'agisse là d'une machination du "syndicat Dreyfus" pour accabler un innocent à la place du vrai coupable est largement répandue. Ceci explique notamment l'ovation qui accueille Esterhazy le 11 janvier 1898 à la sortie de la dernière audience de son procès, à l'issue duquel il est déclaré non coupable (Nb: C'est notamment en réaction à cet acquittement que Zola publie "J'accuse" le surlendemain).

L'antidreyfusisme des débuts s'appuie sur l'idée que c'est la sauvegarde et l'honneur de la France qui sont en jeu. Le 1^{er} mai 1898, dans *L'Intransigeant*, Henri Rochefort déclare ainsi que "la révision du procès Dreyfus serait la fin de la France".

Sur cette opinion déjà largement diffusée se greffe une très importante campagne antisémite menée notamment par Edouard Drumont et Gaston Méry dans les colonnes de *La libre parole* mais aussi par la presse catholique (*La Croix*). Avec eux, l'antidreyfusisme se radicalise et devient nationaliste et antisémite. Ainsi l'Affaire Dreyfus change de nature, il n'est plus question d'une simple querelle autour d'une affaire de justice. L'antisémitisme y occupe une place importante, notamment par les fantasmes qu'il suscite: dénonciation de la figure mythique du Juif, "traître" par nature, à la fois la cause directe et le symbole de la décadence française.

Les manifestations des antidreyfusards contre le "traître Dreyfus" se muent alors en rassemblements hostiles au "traître juif" et même aux juifs en général. Certaines manifestations tournent l'émeute, comme à Alger en 1899, voire au coup de force, comme celui de la Ligue des Patriotes (présidée par Paul Déroulède) lors des funérailles du président de la République Félix Faure en février de la même année.

Des affrontements ont lieu entre partisans et adversaires du Capitaine. On assiste aussi à des scènes de saccages de magasins appartenant à des juifs.

D) CONCLUSION DE L'AFFAIRE ET BILAN

La découverte d'un faux document – dit "faux Henry" - fabriqué par le commandant Henry (Service des statistiques) destiné à accabler Dreyfus entraîne la cassation du Premier Conseil de Guerre en juin 1899. Dreyfus, de retour en métropole, est à nouveau jugé et condamné à dix ans de réclusion; le Conseil de Guerre de Rennes lui ayant reconnu des circonstances atténuantes (août-septembre 1899).

Le 19 septembre, il est gracié par le président de la République mais n'est définitivement réhabilité qu'en juillet 1906. Réintégré dans l'armée avec le grade de chef d'escadron, il reçoit les insignes de chevalier de la Légion d'honneur dans la cour de l'Ecole militaire, là même où il avait été dégradé 12 ans plus tôt.

L'Affaire, et les affrontements qu'elle a causés, laisse les traces d'un profond antagonisme au sein de la société française. Elle marque l'entrée dans la vie publique de nouveaux groupes de pression qui ne manquent pas de s'affirmer notamment à partir des années: les Ligues, l'Action française, les syndicats, les sociétés professionnels, les associations universitaires.

Mais avec l'Affaire se manifeste aussi la réaffirmation de l'attachement des juifs au régime républicain. En effet, la victoire de la justice est, pour eux, la victoire de la République. Ils considèrent que la justice ne les a pas abandonnés mais qu'elle a, au contraire, avec la réhabilitation de Dreyfus, réaffirmé que les juifs étaient des citoyens à part entière, qu'ils pouvaient être jugés comme les autres et qu'aucun citoyen, quelque soit sa religion, ne pouvait être sacrifié à la raison d'Etat, ni à des préjugés primaires.



Repères culturels

- Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme (MAHJ):
- le MAHJ a organisé en 2006 l'exposition "Alfred Dreyfus, le combat pour la justice". Un site internet est depuis consacré à ce thème: <http://dreyfus.mahj.org>
- Les archives de la famille Dreyfus y sont déposées.
- Un parcours thématique sur l'Affaire peut toujours y être organisé.